

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 BETHUNE

BETHUNE, le **24 MARS 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PPG

IMMEUBLE UNION
1-3 rue de l'Union square
92500 Rueil-Malmaison

Références : EO/MD EQUIPE 4-95-2023
Code AIOT : 0007000499

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2023 dans l'établissement PPG implanté ZI DE RUITZ 350 Avenue Charles Pecqueur BP 83 62620 Barlin. L'inspection a été annoncée le 11/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection vise à vérifier la suffisance de la stratégie de défense contre l'incendie des liquides inflammables au sens de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PPG
- ZI DE RUITZ 350 Avenue Charles Pecqueur BP 83 62620 Barlin
- Code AIOT : 0007000499
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site fabrique des peintures acrylique et solvantées pour des applications diverses (bâtiment, automobile, industrie ou encore aéronautique). Elle emploie 140 personnes sur le site avec une production d'environ 40 000 t par an dont 20% de solvanté.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- stratégie incendie des liquides inflammables

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Existence stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Formalisation Stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Délais d'intervention	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Justification des débits et quantités	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Utilisation de l'annexe V hors recours au SDIS	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
16	Refroidissement	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Recours au SDIS	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2	/	Sans objet
6	Délais d'intervention	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 36-1	/	Sans objet
8	Formation	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5	/	Sans objet
10	Réserves d'eau et d'émulseur	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Stratégie de sous-rétention	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-5	/	Sans objet
18	Entretien et contrôles	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9	/	Sans objet
19	Réceptacles mobiles	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose de moyens sur le site. Il convient de vérifier que ces moyens sont suffisants et de formaliser la stratégie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence stratégie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre: <ul style="list-style-type: none">- 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;- 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;- 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;- 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020
Constats : L'exploitant a réfléchi à la défense contre l'incendie de ses stockages de liquides inflammables. Il a étudié les scénarios : <ul style="list-style-type: none">- feu de parc de récipients mobiles n°1 (non LI mais corrosifs),- feu de parc de récipients mobiles n°2 (LI),- feu de cuvette des réservoirs horizontaux, hors fonctionnement de l'extinction automatique,- feu de cuvette dans celle contenant des réservoirs horizontaux et verticaux, hors fonctionnement de l'extinction automatique. Il n'a pas étudié les scénarios : <ul style="list-style-type: none">- feu de cuvette avec le fonctionnement de l'extinction automatique,- feu de réservoir (imposé depuis le 03/10/10),- feu d'engin de transport (à étudier avant le 01/01/2026),- feu de parc de stockage de récipients mobiles 3 et 4 selon qu'on peut les qualifier de proche des stockages de LI tel que le prévoit l'article I.3 de l'arrêté ministériel du 24/09/2020 relatif aux récipients mobiles (à étudier avant le 01/01/2026).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Formalisation Stratégie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie « et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.</p> <p>Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article « R. 181-54 » du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ; - les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document. - en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux point I. B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020. <p>Constats : L'exploitant a indiqué qu'il dispose de son POI et d'une étude de dangers de 2022. Cependant, ces documents ne permettent pas de répondre à l'attendu en termes de formalisation du plan de défense contre l'incendie. En effet, les procédures organisationnelles ne permettent pas de déterminer les opérations spécifiques à mener pour les scénarios liés au feu de parcs de récipients mobiles. Les éléments du POI sont trop généraux sur les opérations à mener pour les équipiers de seconde intervention (ESI).</p> <p>De la même manière, la démonstration de l'adéquation des moyens et de leur disponibilité n'est pas réalisée. En effet, l'exploitant n'a pas quantifié les débits à mettre en œuvre sur les surfaces susceptibles d'être en feu, selon les taux d'application réglementaires. Il n'a pas non plus quantifié les débits effectivement mis en œuvre pour les différents scénarios (extinction automatique dans les cuvettes et extinction avec des moyens mobiles dans les parcs de récipients mobiles). Il ne peut donc pas justifier que les quantités présentes (eau et émulseurs, pompes, etc) sont suffisantes. La qualification du foisonnement des têtes de sprinklage n'est pas non plus présentée afin de vérifier si ces têtes sont adaptées à l'extinction de liquides inflammables.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Recours au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2
Thème(s) : Risques accidentels, recours SDIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si l'exploitant prévoit, dans la stratégie définie au point 43-1 du présent arrêté, un recours aux moyens des services d'incendie et de secours, le concours de ces derniers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - est sollicité auprès du préfet, en précisant si ce recours est temporaire, le temps de réaliser les travaux permettant de respecter notamment les exigences fixées au point 43-3-3 du présent arrêté, ou si ce recours est permanent. En cas de réponse négative, l'exploitant définit une stratégie de lutte contre l'incendie qui ne prévoit pas le recours aux moyens des services d'incendie et de secours ; - est approuvé par arrêté préfectoral ; - est limité aux moyens matériels non consommables et au personnel d'intervention en complément des moyens de l'exploitant ; - implique la transmission par l'exploitant des informations nécessaires pour permettre à ceux-ci d'élaborer une réponse opérationnelle adaptée. <p>Constats : L'exploitant avait sollicité le recours au SDIS en 2010. Après un refus de ce dernier, et malgré des échanges ultérieurs qui n'ont pas fait évoluer ce refus, l'exploitant doit donc être autonome pour l'extinction des scénarios de référence.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3
Thème(s) : Risques accidentels, Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ; -l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/ m² compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 (kW/ m²) 4/3. s ni la valeur de 8 kW/ m², sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ; -la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés. <p>Constats : L'exploitant ne dispose pas d'éléments construits afin de démontrer que la portée des moyens d'extinction est satisfaisante compte tenu des moyens qui seraient utilisés (à déterminer précisément), des lieux de branchement (à déterminer) compte tenu des flux thermiques susceptibles de se produire (présents dans l'étude de dangers). L'exploitant devra également démontrer que la cinétique de mise en œuvre des moyens mobiles est satisfaisante. Les exercices POI permettront de vérifier l'application terrain.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Délais d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 36-1
Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage ou télésurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 600 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie A, B, C1 ou D1 ou plus de 10 000 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie C2, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre. Si cette alerte est directement transmise aux services d'incendie et de secours, l'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles. Dans le cas d'une présence permanente sur un site visé au premier alinéa de ce point 36-1, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme incendie ou une détection de fuite, est effective dans un délai maximum de quinze minutes. Dans le cas d'un site visé au premier alinéa de ce point 36-1 sous télésurveillance : <ul style="list-style-type: none">- système de détection de présence de liquides, telle que visée à l'article 22-9 du présent arrêté, est obligatoire et entraîne l'intervention d'une personne apte à intervenir et compétente dans un délai maximum de trente minutes ;- un système de détection d'incendie est obligatoire et actionne automatiquement le refroidissement des installations voisines. Une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est présente dans un délai inférieur à trente minutes après déclenchement de ce dispositif. Les délais fixés dans les deux alinéas précédents peuvent être portés à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, sous réserve de l'accord préalable des services d'incendie et de secours.
Constats : Confidentiel
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Délais d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-4
Thème(s) : Risques accidentels, Délais d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 36 du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'en cas d'incendie : <ul style="list-style-type: none">- en cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes ;- une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est sur place dans un délai maximum de trente minutes. Le préfet peut porter par arrêté préfectoral ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers ;- en l'absence de moyens fixes, le délai de mise en œuvre des moyens mobiles d'extinction est défini dans la stratégie de lutte contre l'incendie et la mise en œuvre des premiers moyens mobiles est effectuée dans un délai maximum de soixante minutes.
Les délais mentionnés aux trois alinéas précédents courent à partir du début de l'incendie.
Constats : Les moyens fixes se mettent en route automatiquement (sprinklage) et en moins de 15 minutes. D'après l'exploitant, le gardien est apte, formé et autorisé à la manipulation des premiers moyens de secours. Les éléments justifiant la proposition ci-dessous sont développés en partie confidentielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des personnes désignées par l'exploitant chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : L'exploitant dispose de 20 ESI. Ils sont formés initialement par le responsable HSE pour expliciter la terminologie + formation 1 semaine sur le site PPG de Saultain (dispensée par du personnel PPG + 2 personnes du SDIS 59). Puis le service HSE du site de Ruitz maintient la compétence à raison de 2 h par mois sur 10 mois de l'année. 7 thèmes balayés dans l'année dont le port d'appareil respiratoire isolant (ARI), le sauvetage en espace confiné, le confinement de site, l'extinction (eau ou mousse), la manipulation extincteurs, RIA, la manipulation des motopompes. Un fichier excel annuel permet un suivi. Le fichier 2022 fait apparaître globalement un bon suivi mais quelques personnes ont peu participé (1 ou 2 dans l'année – notamment ceux qui étaient de nuit). Par ailleurs, les exercices n'ont été menés que sur 7 mois. Le dysfonctionnement des moyens automatiques fait l'objet d'exercice également.
Observations : L'exploitant devra être vigilant sur le maintien de la compétence des ESI pour ceux qui participent à peu d'exercices, en particulier sur la manipulation des moyens de défense incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Réserves d'eau et d'émulseur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves d'eau et d'émulseur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre. L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. Si le recours aux moyens des services d'incendie et de secours est prévu dans la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant, le positionnement et le conditionnement des réserves d'émulseur sont précisés dans l'arrêté préfectoral cité au 43-2-2. Les pomperies, réserves d'émulseur et points de raccordement de moyens de pompage mobiles aux ressources en eau sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m ² identifiées dans l'étude de dangers pour les phénomènes dangereux hors effet thermique transitoire. Cette prescription n'est pas applicable : <ul style="list-style-type: none">- pour un équipement qui peut être sollicité à distance par un opérateur ;- ou lorsque, pour un scénario d'incendie considéré, l'équipement est doublé et que l'équipement redondant est situé hors des zones d'effets thermiques susmentionnées.
Constats : L'exploitant dispose de 750 m ³ d'eau pour le sprinklage. Les poteaux incendie sont alimentés par le réseau d'eau de ville. L'exploitant prévoit (pour 2024) d'ajouter deux bâches souples de 120 m ³ chacune afin de se garantir cette quantité. L'exploitant dispose de 4000 l d'émulseur pour le sprinklage et 6 600 l pour le reste. Le positionnement des émulseurs et réserves d'eau vis-à-vis des flux thermiques n'a pas été vérifié lors de l'inspection. Les 6 600 l d'émulseurs sont stockés à distance des activités et stockage. les 4000 l dans le local sprinklage sont protégés par un sprinklage. Le positionnement des pomperies n'a pas été vérifié lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Justification des débits et quantités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2
Thème(s) : Risques accidentels, Justification des débits et quantités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte, de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté.
Constats : Comme mentionné ci-avant, l'exploitant ne peut justifier que les débits sont suffisants. Il doit fournir les débits du sprinklage, ainsi que la justification du foisonnement des têtes de sprinklage. Il doit par ailleurs déterminer les lances qu'il utilisera pour l'extinction d'un feu de parc de récipients mobiles afin de justifier que les débits soient suffisants. Les débits de refroidissement n'ont pas été étudiés. Il convient de le faire afin de vérifier les débits dans leur globalité d'application. L'exploitant devra également prendre en compte la phase post extinction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Utilisation de l'annexe V hors recours au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3
Thème(s) : Risques accidentels, Utilisation de l'annexe V hors recours au SDIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté. L'exploitant détermine dans son étude de dangers ou dans son plan de défense incendie : <ul style="list-style-type: none">-la chronologie de mise en œuvre des opérations d'extinction ;-la durée de chacune des étapes des opérations d'extinction ;-la provenance et le délai de mise en œuvre des moyens nécessaires à l'extinction ;-la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction.
Constats : L'exploitant doit déterminer tous ces points.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Stratégie de sous-rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-5
Thème(s) : Risques accidentels, Sous-rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas d'utilisation d'une stratégie de sous-rétentions : <ul style="list-style-type: none">- un tapis de mousse préventif d'une épaisseur minimale de 0,15 mètre est mis en place et maintenu dans les sous-rétentions où la sous-rétention en feu pourrait se déverser. Le taux d'application nécessaire à l'entretien de ce tapis préventif est au minimum de 0,2 litre par minute et par mètre carré ;- les opérations d'extinction de la sous-rétention (surface des réservoirs déduite), avant que la sous-rétention en feu ne se déverse dans une autre sous-rétention, sont réalisées selon les modalités du point 43-3-3 du présent arrêté, si l'exploitant intervient seul, ou du point 43-3-4 du présent arrêté dans le cas d'une intervention des services de secours publics.
Constats : Sans objet sur ce site,
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Refroidissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7
Thème(s) : Risques accidentels, réservoir ou cuvette en feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour la protection des installations, le dimensionnement des besoins en eau est basé sur les débits suivants : <ul style="list-style-type: none">- refroidissement d'un réservoir à axe vertical en feu : 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;- refroidissement des réservoirs voisins du réservoir en feu exposés à plus de 12 kW/ m² pour le scénario de référence d'incendie de réservoir : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;- refroidissement des réservoirs des rétentions et sous-rétentions contiguës exposés à plus de 12 kW/ m² pour le scénario de référence d'incendie de rétention ou de sous-rétention : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir ;- protection des autres installations exposées à un flux thermique supérieur ou égal à 8 kW/ m² et identifiées par l'étude de dangers comme pouvant générer un phénomène dangereux par effet domino : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir. Une valeur différente peut être prescrite par arrêté préfectoral sous réserve d'une étude spécifique réalisée par l'exploitant.
Constats : Ces aspects n'ont pas été pris en compte par l'exploitant
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Entretien et contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et contrôles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Ce point n'a pas été vérifié en détail. Lors de la visite terrain, l'exploitant a indiqué que les essais et la maintenance du système sprinklage étaient gérés par un prestataire. Il enregistre ses interventions hebdomadaires dans un document dans le local sprinkler. Les interventions de 2022 étaient bien indiquées dont celle de la veille.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Récipients mobiles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-4
Thème(s) : Risques accidentels, Récipients mobiles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour le cas des stockages de récipients mobiles, la définition par l'exploitant des moyens nécessaires à la lutte contre l'incendie s'appuie sur les dispositions des articles VI-4 et VI-5 de l'arrêté du 24 septembre 2020.
Constats : De la même manière, l'exploitant doit déterminer les moyens pour lutter contre ces incendies. Dans la mesure où les effets d'un incendie ne sortent pas des limites du site, l'étude de ce scénario doit aboutir à sa formalisation dans la stratégie pour le 01/01/2026.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet